



forus

CONNECT
SUPPORT
INFLUENCE



Une décennie de redevabilité

Évaluation du rôle des
Examens Nationaux
Volontaires dans la
promotion des objectifs de
développement durable.

2016-2024



INTRODUCTION



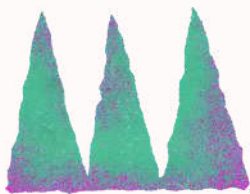
- **« À seulement cinq ans de la fin des ODD, les examens nationaux volontaires (ENV) sont-elles un véritable moteur de changement ou s'agit-il d'exercices symboliques ? »**

Depuis leur création en 2016, les Examens Nationaux Volontaires (ENV) constituent un outil essentiel de responsabilisation pour le suivi des progrès réalisés dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Conçus comme des mécanismes volontaires et pilotés par les pays, les ENV visent à favoriser l'apprentissage par les pairs, à suivre les progrès nationaux et à identifier les lacunes politiques, garantissant ainsi que les gouvernements restent responsables de leurs engagements envers l'Agenda 2030¹. Les ENV visent également à renforcer les politiques et la responsabilisation², à améliorer le dialogue politique, à promouvoir la cohérence des politiques et à encourager l'engagement multipartite dans le cadre du Forum politique de haut niveau (FPHN)³.

Cependant, alors que la communauté internationale approche à peine cinq ans de la fin des ODD, il est devenu évident que l'efficacité des ENV varie considérablement d'un pays à l'autre. Si certains gouvernements les ont utilisés de manière stratégique pour aligner leurs plans nationaux sur la mise en œuvre des ODD, d'autres les ont traités comme des exercices symboliques, sans grande influence sur l'élaboration des politiques ou l'allocation des ressources. De plus, les organisations de la société civile (OSC) ont exprimé des inquiétudes quant à la faible participation des parties prenantes, au rétrécissement de l'espace civique et au caractère sélectif des rapports sur les ODD.

À l'approche du cap des 10 ans des ODD en 2025⁴, ce rapport évalue si le processus d'ENV a fait progresser significativement la mise en œuvre des ODD ou s'il reste un exercice largement rhétorique. La complexité croissante des défis mondiaux – allant de l'impact de la pandémie de COVID-19⁵ et de l'aggravation des urgences climatiques⁶ aux tensions géopolitiques⁷ et au creusement des inégalités socio-économiques^{8,9} – a renforcé l'urgence de renforcer les mécanismes de responsabilisation.





Ce rapport s'appuie sur les principales conclusions et analyses de la série « Progressing National SDG Implementation »¹⁰, qui a examiné les 366 ENV soumis par 191 pays¹¹ entre 2016 et 2024 aux Nations Unies lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN). Ces rapports annuels ont permis de faire le point sur les ODD en intercalant les analyses officielles des pays avec des réponses directes et des éclairages complémentaires issus de rapports phares soumis par de larges coalitions d'organisations de la société civile directement impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des ODD dans chaque pays.

Ce rapport évalue de manière critique le rôle des ENV au cours de la dernière décennie, en identifiant ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné et les réformes nécessaires pour garantir de réels progrès vers la réalisation du Programme 2030. Il se concentre plus particulièrement sur :

- Priorités thématiques et approches stratégiques dans différents contextes nationaux¹²
- L'efficacité (ou les limites) des ENV pour favoriser le changement de politique
- Où les ENV ont contribué à une plus grande responsabilisation et où des lacunes subsistent.¹³
- Bonnes pratiques qui peuvent être renforcées avant l'échéance de 2030.

En proposant une analyse exhaustive et fondée sur des données des ENV, cette analyse vise à fournir des recommandations pratiques aux décideurs politiques, aux chercheurs, aux organisations de la société civile et aux acteurs mondiaux, afin de renforcer leur rôle dans l'accélération de la mise en œuvre des ODD et de garantir que personne ne soit laissé pour compte. Plus qu'un exercice académique, il s'agit d'un effort collaboratif visant à diagnostiquer, comprendre et, enfin, accélérer les progrès vers un avenir mondial plus durable, plus équitable et plus résilient.



L'ÉVOLUTION DES ENV : PRINCIPALES TENDANCES ET LACUNES



- Vous trouverez ci-dessous des informations essentielles sur l'efficacité des ENV, basées sur les tendances et les évaluations réalisées au cours des huit dernières années.

Tendances mondiales en matière de participation aux ENV

Trois cent soixante-six ENV ont été soumis au Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) depuis 2016, et 39 autres devraient être présentés en 2025¹⁵.

Depuis le lancement des ENV, la participation a d'abord augmenté, mais a stagné et affiche désormais une tendance à la baisse. Si les premières années ont témoigné d'une reconnaissance croissante des ODD comme priorité de gouvernance mondiale, la participation a culminé avant de décliner après la COVID-19. Cela suggère que, si les ENV demeurent un outil important, les niveaux d'engagement fluctuent, ce qui soulève des inquiétudes quant à la pérennité de l'engagement.

Statut des ENV Après juillet 2025, 191 pays et l'UE auront présenté plus de 366 rapports ENV pendant le FPHN : 2016 - 22 ENV 2017 - 43 ENV 2018 - 46 ENV 2019 - 47 ENV 2020 - 47 ENV 2021 - 44 ENV 2022 - 44 ENV 2023 2023 - 41 ENV 2024 - 36 ENV 2024



Cette baisse soulève d'importantes questions : les pays ne négligent-ils pas le processus d'ENV ou sont-ils confrontés à des contraintes institutionnelles et financières pour rendre compte de la mise en œuvre des ODD ? Cette baisse souligne également la nécessité de renforcer les mesures de responsabilisation afin de garantir un engagement durable à l'horizon 2030.

L'EFFICACITÉ DES ENV : CE QUI A FONCTIONNÉ, CE QUI N'A PAS FONCTIONNÉ

• Où les ENV ont fait la différence



Sensibiliser aux défis des ODD au niveau national.

Les examens nationaux volontaires (ENV) ont joué un rôle déterminant dans la sensibilisation aux défis des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau national entre 2016 et 2023. Les rapports « Progression de la mise en œuvre nationale des ODD » donnent un aperçu de la manière dont divers pays, y compris les pays membres de Forus, ont utilisé les ENV pour mettre en évidence et relever ces défis.



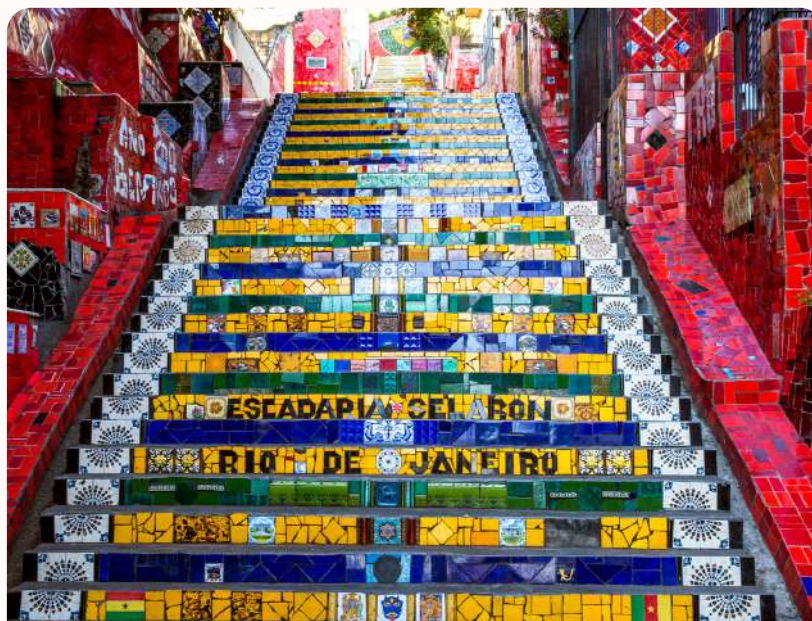
- **Les ENV du Brésil** ont souligné l'engagement du pays envers l'Agenda 2030, détaillant les efforts visant à intégrer les ODD dans les politiques et programmes nationaux. Les rapports abordent des défis tels que la réduction de la pauvreté, l'accès aux soins de santé et la durabilité environnementale, sensibilisant ainsi le public et favorisant le dialogue entre les parties prenantes²⁵.



- **République dominicaine** : Grâce à ses ENV, la République dominicaine a attiré l'attention sur des problématiques telles que les inégalités sociales, les disparités en matière de santé et les préoccupations environnementales. Ce processus a impliqué divers secteurs, notamment des organisations de la société civile comme Alianza ONG²⁶, dans des discussions visant à surmonter ces défis et à faire progresser la mise en œuvre des ODD.



- **Le Honduras** a utilisé ses ENV pour mettre en lumière des défis majeurs tels que la pauvreté, les lacunes en matière d'éducation et la vulnérabilité climatique. Ces rapports ont joué un rôle essentiel pour informer les décideurs politiques et le public, favorisant ainsi une approche collective pour répondre à ces enjeux liés aux ODD²⁷.





Encourager certains pays à aligner leurs plans nationaux de développement sur les ODD.

De nombreux pays ont aligné leurs plans et politiques nationaux sur les ODD dans le cadre de leurs rapports d'ENV. Les rapports « Progrès de la mise en œuvre nationale des ODD » fournissent un aperçu de la manière dont différents pays ont aligné leurs plans et politiques nationaux sur les Objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre de leurs Examens nationaux volontaires (ENV) entre 2016 et 2023. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des pays membres de Forus mentionnés dans ces rapports :

La Colombie (2016), le Brésil, le Pérou, l'Uruguay, le Honduras, l'Indonésie (2017), la République dominicaine (2018), le Royaume-Uni (2019) et le Botswana (2022)²⁸ ont mentionné l'intégration des ODD dans leurs stratégies nationales de développement. Le rapport a souligné les efforts visant à intégrer l'Agenda 2030 dans les politiques et cadres nationaux.



Engagement et consultation des parties prenantes :

- Les ENV ont facilité des consultations inclusives avec diverses parties prenantes, notamment la société civile, les gouvernements locaux et le secteur privé, afin de sensibiliser et de recueillir des points de vue divers sur les défis des ODD.
- **Népal** : Dans son ENV, le Népal a souligné l'importance d'une participation inclusive des parties prenantes. Le pays a mené des consultations avec diverses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des collectivités locales et le secteur privé, afin de recueillir divers points de vue sur les défis liés aux Objectifs de développement durable (ODD). Cette approche participative visait à garantir l'intégration des points de vue des différents groupes dans la stratégie nationale de mise en œuvre des ODD.
- **Ouganda** : Le processus d'ENV de l'Ouganda a également mis en lumière une forte mobilisation des parties prenantes. Le gouvernement a organisé des consultations aux niveaux national et infranational, impliquant la société civile, le monde universitaire, les partenaires de développement et le secteur privé. Ces consultations visaient à sensibiliser le public aux ODD et à recueillir des informations sur les progrès et les défis du pays dans la mise en œuvre du Programme 2030.





Offrir une plateforme d'apprentissage entre pairs et d'échange de connaissances

Les rapports « Progressing National SDGs Implementation » soulignent le rôle des Examens nationaux volontaires (ENV) pour faciliter l'apprentissage mutuel et l'échange de connaissances entre les pays. Ces rapports analysent les ENV soumis au Forum politique de haut niveau (FPHN) des Nations Unies et soulignent l'importance de l'apprentissage mutuel dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). Par exemple, l'édition 201729 souligne le rôle du FPHN dans la promotion de « l'apprentissage mutuel, l'échange de connaissances et le soutien » entre les nations. De même, le rapport 201930 identifie dix piliers clés essentiels à une mise en œuvre efficace des ODD et examine comment les pays peuvent utiliser le FPHN comme plateforme d'apprentissage mutuel, d'échange de connaissances et de soutien.



Programme de jumelage ENV de la CESAP des Nations Unies

Le programme de jumelage des Examens nationaux volontaires (ENV) est une initiative visant à favoriser la collaboration et l'apprentissage mutuel entre les pays menant leurs ENV. Ce programme permet aux pays de partager leurs expériences, leurs stratégies et leurs bonnes pratiques en matière de mise en œuvre et de reporting des Objectifs de développement durable (ODD).



Dans le cadre du ENV 202231 du Sri Lanka, le rapport met en lumière la participation du pays au programme de jumelage ENV. Grâce à ce programme, le Sri Lanka a échangé des connaissances avec son pays jumeau, en se concentrant sur des domaines tels que l'élaboration des politiques, l'engagement des parties prenantes et les méthodologies de collecte de données liées à la mise en œuvre des ODD.



• Résultats et leçons apprises :

- > **Meilleure compréhension des meilleures pratiques :** le Sri Lanka a acquis un aperçu des stratégies efficaces employées par son pays jumeau, ce qui a permis d'affiner ses propres approches de mise en œuvre des ODD.
- > **Amélioration de l'engagement des parties prenantes :** l'échange a facilité les discussions sur l'engagement de diverses parties prenantes, conduisant à des processus plus inclusifs et participatifs dans les initiatives ODD du Sri Lanka.
- > **Gestion renforcée des données :** l'apprentissage de techniques innovantes de collecte et de gestion des données a aidé le Sri Lanka à améliorer ses cadres de suivi et d'évaluation des progrès des ODD.
- > **Cohérence des politiques :** Le programme a souligné l'importance d'aligner les politiques nationales sur les cibles des ODD, incitant le Sri Lanka à évaluer et à ajuster ses cadres politiques pour une meilleure cohérence.

Dans l'ensemble, le programme de jumelage ENV a offert au Sri Lanka de précieuses opportunités d'apprendre des expériences de ses pairs, ce qui a conduit à un renforcement des capacités et à une mise en œuvre plus efficace des ODD.



LOCALISATION ET SUCCÈS DES ODD GRÂCE À LA REVUE LOCALE VOLONTAIRE.



Le rapport « Progressing National SDG Implementation » (Progression de la mise en œuvre des ODD au niveau national) examine le rôle des Examens locaux volontaires (ELV) dans la localisation des Objectifs de développement durable (ODD). Le rapport 2023³² souligne que les gouvernements infranationaux et les acteurs locaux non étatiques participent de plus en plus aux examens des ODD, environ un tiers des pays déclarants ayant mené des ELV. Le rapport souligne l'importance de processus ODD systématiques au niveau local, notamment la définition d'objectifs prioritaires et de plans d'action infranationaux, l'instauration de rapports obligatoires sur les ODD et la participation à des partenariats internationaux pour la localisation des ODD.

- **Là où les ENV n'ont pas réussi à susciter la responsabilisation, les changements de politique ou les engagements de financement.**



Mise en œuvre volontaire des engagements ODD : Les principales orientations pour les pays se préparant aux ENV sont les directives communes volontaires mises à jour du Secrétaire général des Nations Unies pour l'établissement de rapports, qui fournissent un cadre pour les éléments communs des examens.³³ Bien qu'aucune fréquence de rapport ne soit imposée pour les ENV, le Secrétaire général des Nations Unies a recommandé à tous les pays de réaliser au moins deux ENV au cours de la période de 15 ans des ODD. Pourtant, de nombreux pays ne considèrent pas les ODD comme obligatoires, ne leur allouent pas de budgets spéciaux et, utilisant une terminologie actualisée, continuent de poursuivre leurs anciennes stratégies fondées sur la croissance économique, au détriment des objectifs mondiaux et régionaux globaux. Les ODD restent sous la forme de programmes virtuels sans le statut et le financement nécessaires. La communauté, les entreprises, le monde universitaire et les autorités locales restent également des observateurs exclus de ce processus (ils ne perçoivent pas les ODD comme des objectifs personnels)³⁴. Selon les archives, les États-Unis, Haïti et le Myanmar n'ont pas présenté leur ENV et ne prévoient pas de le faire avant juillet 2025³⁵.



Rapports sélectifs : les gouvernements mettent souvent en avant les réussites tout en minimisant les échecs ou les questions controversées.



- **En Colombie**, pour la première fois, le gouvernement a annoncé qu'en 2024, il ne réviserait qu'un seul objectif : l'ODD 2 (Faim zéro)³⁶, ce qui soulève des questions quant à son engagement envers les autres ODD, ainsi qu'à leur inclusion et leur représentation. Comme l'explique la Confederación Colombiana de ONG (CCONG), la société civile a réclamé transparence et participation significative, mais elle continue de rencontrer des difficultés pour accéder à l'information et dialoguer avec les décideurs.

Cette approche est perçue comme symptomatique d'une tendance plus large, où les agendas internationaux pourraient ne pas être une priorité. Bien qu'il existe des domaines d'harmonisation potentiels entre les ODD et les programmes gouvernementaux, des inquiétudes persistent quant à la focalisation étroite sur la région. De fait, les développements récents laissent entrevoir un inquiétant renversement de ces engagements, notamment en Amérique latine.



Manque de suivi indépendant : de nombreux ENV manquent de mécanismes d'évaluation indépendante des déclarations du gouvernement.



- **Dans l'Examen national volontaire (ENV) du Brésil** de 2019, les organisations de la société civile (OSC) ont critiqué le gouvernement pour avoir présenté un récit sélectif qui mettait l'accent sur les progrès en matière de réduction de la pauvreté tout en minimisant ou en ignorant les défis importants liés à la montée des inégalités, au rétrécissement de l'espace civique et aux violations des droits de l'homme³⁷.



- **Au Mexique**, le processus de dialogue de la société civile avec le gouvernement dans le cadre du suivi et de la promotion de l'Agenda 2030 est actuellement limité par la situation électorale, qui a imposé une « interdiction » de l'engagement multipartite entre mars et juin 2024³⁸. Bien que la société civile siège au Comité de suivi et de stratégie, l'un des quatre comités qui composent le Conseil national de l'Agenda 2030, elle n'a pas accès aux informations sur le contenu de l'ENV du Mexique et encore moins aux options de plaidoyer et aux informations.





Ventilation des données : De nombreux pays manquent encore de données ventilées, essentielles pour lutter contre les inégalités. Seuls 43 % des pays ont communiqué sur la disponibilité des données relatives aux ODD en 2022, soit une baisse par rapport aux années précédentes. Les sources de données alternatives, telles que les données générées par les citoyens ou les rapports des OSC, sont sous-utilisées. Par exemple :



- **CONCORD – Europe :** En tant que Confédération européenne d'ONG œuvrant pour le développement durable et la coopération internationale, CONCORD collecte des données auprès de ses organisations membres à travers l'Europe. Ces données collectives, générées par les citoyens, sont utilisées pour évaluer l'efficacité des politiques de développement et plaider en faveur de changements au niveau de l'UE. Par exemple, leurs rapports « AidWatch39 » analysent la qualité et la quantité de l'aide publique au développement (APD) fournie par les États membres de l'UE, influençant ainsi les discussions et les décisions politiques au sein des institutions européennes.



Participation limitée de la société civile : Comme indiqué dans les paragraphes précédents, dans de nombreux pays, le processus d'ENV est largement piloté par le gouvernement, avec une contribution minimale de la société civile. Cela limite l'inclusivité et l'exhaustivité des rapports. Un espace civique restreint peut entraîner l'exclusion de groupes marginalisés du processus d'évaluation. Par exemple, le rapport de 2022 note que si 41 pays sur 44440 ont fourni des informations sur la participation de multiples parties prenantes au processus d'ENV, le niveau de détail et l'inclusivité réelle variaient considérablement. Certains pays ont mentionné des consultations hors ligne et en ligne, mais la profondeur de la participation de la société civile était souvent limitée. De plus, malgré des mesures formelles de consultation des différentes parties prenantes, ces consultations manquent souvent d'engagement substantiel. On observe une tendance croissante à traiter les opportunités de dialogue comme un exercice de « case à cocher⁴¹ », remplissant des exigences formelles sans véritablement intégrer les perspectives de la société civile dans les ENV.

- **Engagement symbolique :** Le nombre d'ENV ayant signalé l'inclusion formelle d'acteurs non étatiques dans les dispositifs de gouvernance est passé de 70 % en 2019 et 2020 à 64 % en 2021. Au Pakistan (2019), les OSC ont signalé que leurs contributions étaient ignorées et que les ENV reflétaient un discours centré sur le gouvernement.

- **Manque de mandats clairs :** Au Botswana, la plateforme nationale BOCONGO⁴² a signalé que, malgré de bonnes dispositions de gouvernance sur papier, la participation avait tendance à être générique, manquant de mandats, de méthodologies et de ressources clairs.



- **Restriction des libertés.** Un seul des 42 rapports ENV présentés en 2021⁴³ a reconnu la réduction de l'espace civique, tandis qu'aucun n'a mentionné les attaques continues contre les défenseurs des droits humains et les écologistes.

Cependant, les organisations de la société civile ont toujours réussi à exprimer leurs préoccupations au travers de divers rapports parallèles⁴⁴ ou rapports phares⁴⁵ sur diverses questions et thématiques. Cependant, ces rapports n'ont pas trouvé d'espace officiel au sein des Nations Unies.



Contraintes financières : Les limitations financières et techniques entravent la capacité des pays à faible revenu à préparer des ENV détaillés et fondés sur des données probantes. Un rapport de 2022 de la Division de statistique des Nations Unies⁴⁶ souligne que de nombreux pays sont confrontés à « une disponibilité, une ventilation et une collecte limitées des données probantes et des données, ainsi qu'à des contraintes humaines et financières », ce qui entrave leur capacité à produire des ENV complets.

De même, une étude de PARIS21⁴⁷ réalisée en 2024 souligne que « l'ampleur des lacunes en matière de données sur les ODD est plus visible dans les pays à revenu faible et intermédiaire, qui sont souvent confrontés à des obstacles importants pour y remédier ». Par ailleurs, lors de divers Forums politiques de haut niveau pour le développement durable, plusieurs pays africains ont souligné les difficultés rencontrées dans leurs ENV, soulignant « des contraintes de données pour certains indicateurs et des ressources techniques et financières insuffisantes⁴⁸ ».



Responsabilité limitée : Bien que les ENV soient efficaces pour rendre compte des progrès, leur impact est limité sans mécanismes de suivi robustes. La plupart des ENV ne disposent pas de mécanismes de suivi permettant de vérifier si les engagements se traduisent en actions. Peu de pays ont établi des cadres clairs pour suivre et combler les lacunes identifiées au cours du processus d'ENV. Une analyse des rapports d'ENV de 2018⁴⁹ a révélé que, si 85 % des pays fournissaient des informations sur les processus de suivi et d'examen au niveau national, ces rapports manquaient souvent de référence aux mécanismes de responsabilisation. Plus précisément, il n'était pas clair quand, par qui et à qui les rapports étaient présentés. Il est à noter que seuls cinq pays ont mentionné l'implication des parlementaires dans les processus de suivi et d'examen, ce qui soulève des inquiétudes quant à la manière dont les pays garantissent la responsabilisation par l'intermédiaire des élus. Plus tard en 2023, le rapport « Progressing National SDGs Implementation⁵⁰ » recommande la mise en place d'un « suivi des engagements » annuel permettant aux États membres de rendre compte des progrès liés aux engagements pris lors de leurs ENV ou lors du Sommet des ODD de 2023. Cette suggestion souligne le manque actuel de cadres clairs pour surveiller et combler les lacunes identifiées au cours du processus ENV.



- **Cohérence politique limitée** : Si certains pays intègrent les cibles des ODD dans la planification de leurs politiques, d'autres se contentent d'aligner les indicateurs de suivi, manquant ainsi des occasions de réformes systémiques. Les changements de gouvernement entraînent souvent des perturbations politiques, compromettant ainsi les stratégies de mise en œuvre des ODD à long terme. Dans l'édition 2022 du rapport « Progressing National SDGs Implementation 51 », le rapport souligne l'importance de la cohérence des politiques et les défis posés par les transitions politiques. Il note que, si 61 % des pays déclarants ont mentionné la cohérence des politiques pour le développement durable, une intégration cohérente des principes de l'Agenda 2030 dans les cadres nationaux demeure nécessaire afin de garantir la stabilité entre les cycles politiques.

Cependant, le rapport suggère que les ENV pourraient ne pas être pleinement efficaces dans ce rôle en raison de plusieurs facteurs :

- **Analyse superficielle** : Certains ENV ne fournissent qu'un examen superficiel de la cohérence des politiques, sans analyse approfondie de la manière dont les différentes politiques s'alignent ou entrent en conflit avec les objectifs des ODD.
- **Cadres incohérents** : Sans un cadre cohérent pour évaluer la cohérence des politiques, les ENV varient considérablement en qualité et en profondeur, ce qui rend difficile l'identification des meilleures pratiques ou des domaines nécessitant des améliorations.
- **Suivi limité** : Il manque souvent des mécanismes garantissant que les enseignements tirés des ENV conduisent à des ajustements politiques concrets, ce qui entraîne des occasions manquées de réformes systémiques. Une étude⁵² portant sur les ENV et les évaluations des ODD en Afrique anglophone et en Amérique latine a révélé que l'intégration des données d'évaluation dans les processus d'ENV était limitée, ce qui entrave l'efficacité des actions de suivi.





• Cadres institutionnels

Les pays dotés de structures institutionnelles solides alignent leurs ENV sur les systèmes nationaux de suivi des ODD. La mise en place de plateformes multipartites garantit la diversité des points de vue lors de la préparation des ENV. Par exemple, le rapport 2022⁵³ note que si l'Uruguay a mis en place des espaces sectoriels de dialogue politique multipartite, ceux-ci ont historiquement fonctionné parallèlement au processus d'élaboration des politiques. L'Examen national volontaire (ENV) prévoit la création d'une structure interministérielle et multisectorielle sous la direction conjointe du ministère des Affaires étrangères et des Communautés et du ministère de la Planification, des Finances et de l'Économie bleue. Cette structure vise à inclure des représentants de tous les acteurs du développement, notamment les entités gouvernementales, l'Assemblée nationale, l'Agence nationale de la statistique, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile, le secteur privé, les universités et les chercheurs.

• Intégration des données et de la technologie

Les plateformes numériques et les outils géospatiaux ont amélioré la précision des données dans certains pays, permettant des ENV détaillés. Par exemple, le Danemark utilise la technologie pour suivre les progrès en matière d'énergies renouvelables et d'action climatique, fournissant des données précises et actualisées pour alimenter le plan national de mise en œuvre des ODD.

• Localisation des ODD

Des pays comme le Canada et le Chili localisent efficacement les ODD⁵⁴ en impliquant les gouvernements et les communautés locales dans la préparation des ENV. Cela garantit que les évaluations nationales reflètent les réalités du terrain.



- **Examens locaux volontaires (VLR) et examens sous-nationaux volontaires (VSR)**

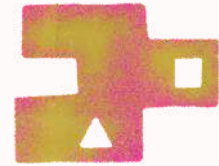
Il s'agit de mécanismes innovants qui complètent les Examens Nationaux Volontaires (ENV) en se concentrant sur la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). Les ENV, lancés par des villes comme New York⁵⁵ et Kitakyushu, offrent aux collectivités locales une plateforme pour aligner leurs stratégies de développement sur les ODD, en partageant les meilleures pratiques et les défis de leur mise en œuvre. Par exemple, l'ENV de la ville d'Helsinki en 2019 a mis en avant l'intégration des cibles des ODD dans sa planification urbaine. De même, les ENV, comme ceux développés par le Pays basque en Espagne⁵⁶, permettent aux régions d'évaluer les progrès accomplis par les municipalités sur la réalisation des ODD, comblant ainsi le fossé entre les niveaux local et national. Ces examens favorisent les approches ascendantes, garantissent un engagement diversifié des parties prenantes et renforcent la collecte de données au niveau local. En alignant les stratégies locales sur les cadres nationaux, les ENV et les ENV améliorent l'efficacité des ENV, favorisant la cohérence des politiques et accélérant la localisation des ODD.



En juillet 2024, plus de 300 Évaluations locales volontaires (ELV) avaient été publiées par des villes, des municipalités et des régions du monde entier. Ce mouvement croissant témoigne de l'engagement croissant des collectivités locales et régionales à évaluer et à rendre compte de leurs progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Le processus d'ELV renforce non seulement la responsabilité et la transparence locales, mais favorise également la localisation de l'Agenda 2030, garantissant que les initiatives de développement durable sont adaptées aux contextes spécifiques des communautés locales.



RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER L'EFFICACITÉ DE L'ENV



• Rapporter les ENV sur la base de tous les indicateurs

Il est impératif de fournir des données pour tous les indicateurs, car tous les États membres ont signé l'Agenda 2030 en connaissant les indicateurs disponibles et les données permettant de les mesurer. Il est crucial de renforcer les capacités en utilisant la science et la technologie pour obtenir des données précises, notamment les données statistiques, afin de pouvoir collecter des données, y compris celles générées par les citoyens.

• Institutionnaliser l'engagement de la société civile

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel pour garantir la responsabilité, l'inclusivité et la réactivité dans la mise en œuvre des ODD.

- Formaliser les mécanismes permettant aux OSC de contribuer aux ENV formels
- Reconnaître les rapports parallèles indépendants comme des sources complémentaires d'évaluation des ODD.
- Assurer la transparence en publiant les résultats de la consultation sur les ENV et la manière dont ils ont influencé le rapport final.
- Mettre en place des mécanismes de rétroaction formels en utilisant les données des OSC dans le ENV formel.
- Encourager les partenariats public-privé (PPP) pour tirer parti des ressources, de l'expertise et de l'innovation de diverses parties prenantes.
- Renforcer les programmes de renforcement des capacités des OSC afin d'améliorer leur efficacité dans la fourniture de données communautaires

• Améliorer la qualité et la responsabilité des ENV

- Exiger des examens indépendants des ENV, en veillant à ce qu'ils incluent les perspectives des OSC et des sources de données alternatives.
- Exiger des rapports sur tous les indicateurs standardisés des ODD afin de réduire les rapports sélectifs.
- Exiger la mise en place d'un « suivi des engagements » annuel dans lequel les États membres incluent les progrès réalisés sur les engagements pris dans le cadre de leurs ENV
- Exiger des gouvernements qu'ils rendent compte des compromis et des difficultés de mise en œuvre des ODD.

• Développer la capacité de collecte de données

Investir dans les systèmes statistiques nationaux pour améliorer la collecte et la communication de données ventilées par sexe, âge, handicap, revenu, origine ethnique et géographie.

• Exploiter des sources de données alternatives

Encourager l'utilisation de données générées par les citoyens et de rapports des OSC pour compléter les données officielles, garantissant ainsi une représentation plus large des groupes marginalisés.

• Favoriser les approches localisées des ODD : examiner les options des VLR et des VSR pour compléter les ENV

- Les pays sont encouragés à allouer davantage de ressources à leurs systèmes statistiques et à améliorer leur capacité à suivre les plans nationaux de développement conformément aux ODD.
- Données générées par les citoyens : Promouvoir la collecte de données au niveau communautaire par des méthodes participatives. Par exemple, face aux appels à l'inclusion, les groupes marginalisés comme les populations autochtones et les réfugiés sont souvent exclus. En 2022, alors que 93 % des pays déclarants identifiaient les groupes risquant d'être laissés pour compte, seuls 10 % mentionnaient spécifiquement les populations autochtones et 39 % faisaient référence aux migrants et aux réfugiés⁵⁷. Cela suggère que ces populations sont souvent négligées dans les évaluations nationales.

Aux Philippines (2019)⁵⁸ : les peuples autochtones ont été mentionnés comme faisant partie des populations vulnérables, mais aucune analyse détaillée ni données ventilées n'ont été fournies sur leurs conditions de vie, en particulier celles des personnes touchées par les déplacements dus aux conflits et à la dégradation de l'environnement. Ce type de données pourrait aider à mieux comprendre les besoins des communautés marginalisées afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte.

- Ces données peuvent combler les lacunes là où les méthodes traditionnelles de collecte de données sont insuffisantes, en particulier dans les régions éloignées ou mal desservies.
- Le renforcement des capacités est identifié comme une priorité essentielle pour les pays qui ne disposent pas de l'expertise technique ou des ressources financières nécessaires pour générer des données fiables.
- Encourager l'examen local volontaire et l'examen sous-régional volontaire

• Renforcer les mécanismes de suivi régionaux et mondiaux

- Développer un système d'évaluation par les pairs où les pays reçoivent des commentaires sur leurs ENV.
- Encourager les collaborations transfrontalières en matière d'ODD pour relever les défis qui nécessitent des solutions régionales (par exemple, l'adaptation au climat, la migration).

• Renforcer la cohérence et l'intégration des politiques

- La fragmentation dans la mise en œuvre des politiques conduit à des inefficacités et à une duplication des efforts, en particulier dans les pays dotés de structures de gouvernance faibles.
- Aligner les stratégies nationales de développement sur les cibles des ODD et assurer une collaboration intersectorielle.
- Mettre en œuvre des approches pangouvernementales pour intégrer les ODD dans les processus budgétaires et législatifs.
- Élaborer des cadres politiques qui privilégient les synergies et minimisent les compromis entre les objectifs (par exemple, équilibrer la croissance industrielle et la durabilité environnementale).



CONCLUSION

Dix ans après le début du processus d'Examen national volontaire (ENV), son rôle de mécanisme de responsabilisation, de cohérence des politiques et d'engagement multipartite reste en constante évolution. Si les ENV ont contribué à sensibiliser aux défis des ODD, à encourager l'harmonisation des politiques et à favoriser l'apprentissage par les pairs, leur impact sur la conduite de changements politiques substantiels, la responsabilisation et les engagements financiers a été inégal. La persistance d'un reporting sélectif, la participation limitée de la société civile, la faiblesse des mécanismes de suivi et le manque de données ventilées soulignent la nécessité de réformes urgentes. À l'approche de l'échéance de 2030, l'efficacité des ENV dépendra de leur évolution, passant d'exercices de reporting à des cadres de responsabilisation orientés vers l'action. Le renforcement des engagements institutionnels, l'intégration d'un suivi indépendant, la garantie d'un engagement significatif des parties prenantes et l'amélioration des mécanismes de collecte de données seront essentiels pour transformer les ENV en un outil puissant d'accélération de la mise en œuvre des ODD. Sans ces améliorations, le risque persiste que les ENV servent d'exercices symboliques plutôt que de catalyseurs de véritables changements. Les cinq prochaines années offrent une occasion cruciale de revitaliser le processus ENV, en veillant à ce qu'il tienne sa promesse de favoriser la responsabilité, la cohérence des politiques et l'action transformatrice pour ne laisser personne de côté.



Les cinq prochaines années offrent une occasion décisive de transformer les ENV, de simples rapports passifs, en véritables outils de responsabilisation. Saisirons-nous cette opportunité ou laisserons-nous les ODD devenir une nouvelle promesse non tenue ?





1. Nations Unies. (2015). Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. <https://sdgs.un.org/2030agenda>
2. Ivanova, M. et MacGregor, S. (2020). Examens nationaux volontaires : Renforcer l'appropriation et la responsabilisation à l'ère des ODD. *Développement durable*, 28(4), 620-633. <https://doi.org/10.1002/sd.2129>
3. Nations Unies. (2016). Examens nationaux volontaires : Rapport du Secrétaire général. <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/194661ENV%202016.pdf>
4. Nations Unies. (2020). Rapport sur les Objectifs de développement durable 2020. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/>
5. Organisation mondiale de la Santé. (2021). Rapports sur la pandémie de COVID-19. <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019>
6. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2022). Changements climatiques 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>
7. Smith, J. (2023). Tensions géopolitiques et leur impact sur les efforts mondiaux de développement durable. *Revue des affaires internationales*, 17(2), 145-160.
8. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2022). Rapport sur le développement humain 2022 : Inégalités de développement humain. <http://hdr.undp.org/en/2022-report>
9. Brown, L. et Green, T. (2023). Évolution du rôle des ENV dans le développement durable. *Global Policy Journal*, 14(1), 89-104
10. Les rapports nationaux de mise en œuvre des ODD ont été coordonnés par Action pour le développement durable (A4SD) en collaboration avec diverses organisations partenaires, notamment Coopération Canada, les ONG britanniques d'outre-mer pour le développement (BOND), le Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND), le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (CPDE), Forus, Global Focus, l'Institut international du développement durable (IISD), Save the Children UK et Sightsavers <https://www.progressingsdgs.org/>
11. Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable. (2023). Base de données des soumissions d'ENV. <https://sustainabledevelopment.un.org/ENV>
12. Zhao, Y. (2021). Priorités thématiques dans les stratégies nationales ODD : analyse comparative. *Revue du développement durable*, 24(3), 233-249.



13. Garcia, S. (2022). Transparence et responsabilité grâce aux ENV : un cadre évolutif. *Revue d'administration publique*, 82(2), 345-360.
<https://doi.org/10.1111/puar.13456>
14. Patel, D., et Nguyen, H. (2023). Accélérer le développement durable : le rôle des efforts collaboratifs et des ENV. *Revue mondiale de durabilité*, 10(1), 50-68
15. Manuel de préparation de l'Examen national volontaire, édition 2025 -
https://unstats.un.org/sdgs/files/meetings/ENV-workshop-dec2024/Handbook_2025.pdf
16. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/127761701030E_2016_ENV_Synthesis_Report_ver3.pdf
17.
https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/17109Synthesis_Report_ENVs_2017.pdf
18. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/210732018_ENVs_Synthesis_compilation_11118_FS_BB_Format_FINAL_cover.pdf
19. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/252302019_ENV_Synthesis_Report_DESA.pdf
20. <https://www.ohchr.org/en/sdgs/voluntary-national-reviews>
21. Ibid
22. https://culture2030goal.net/sites/default/files/2022-09/af_culture2030goal_ENV_2022.pdf
23. <https://www.globalreporting.org/media/vzsl2iyb/gri-ENV-2023-analysis.pdf>
24. <https://hlpf.un.org/2024/ENVs>
25. <https://action4sd.org/wp-content/uploads/2019/10/Progressing-National-Implementation-Full-report-Eng.pdf>
26. Ibid
27. https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2021/03/Progressing_SDGs_2020_Full-report_Final-1.pdf
28. <https://www.progressingsdgs.org/>
29. <https://www.progressingsdgs.org/second-edition-2017?utm>
30. <https://www.progressingsdgs.org/fourth-edition-2019?utm>
31. https://www.sdc.gov.lk/sites/default/files/2022-07/ENV%202022_Final%20Report_Combined.pdf
32. https://www.progressingsdgs.org/s/1-Executive_summary_2023-2.pdf
33. <https://sdg.iisd.org/news/ENV-handbook-secretary-generals-reporting-guidelines-updated/>
34. <https://www.es-partnership.org/sdgs-whats-wrong-and-what-do-we-need-to-change/>

35. <https://hlpf.un.org/ENVs>
36. <https://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/reviving-commitment-to-sdgs-in-latin-america-urgent-call-to-action/>
37. <https://www.2030spotlight.org/en/book/1730/chapter/alternative-national-reports-throw-light-inequalities>
38. <https://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/reviving-commitment-to-sdgs-in-latin-america-urgent-call-to-action/>
39. <https://aidwatch.concordeurope.org>
40. <https://www.progressingsdgs.org/seventh-edition-2022>
41. <https://www.progressingsdgs.org/eighth-edition-2023>
42. https://www.forus-international.org/en/forus-members?modal_page=profile-detail&modal_detail_id=182655-bocongo-botswana-council-of-non-governmental-organisations&filter_query=content_id-15755,member_countries_regions_id_in-5
43. https://ada2030.org/bbs/board.php?bo_table=res01&wr_id=130
44. <https://www.mgos.org/parallel-reports/>
45. <https://www.sdg16toolkit.org/explore/accountability-for-sdg16/civil-society-spotlight-reports/>
46. unstats.un.org
47. Paris21
48. <https://sdg.iisd.org/news/african-countries-stress-need-for-data-financing-in-ENV-main-messages>
49. <https://action4sd.org/wp-content/uploads/2018/03/ProgressingSDGImplementation.pdf>
50. https://www.progressingsdgs.org/s/1-Executive_summary_2023-2.pdf
51. <https://static1.squarespace.com/static/63dbcc9c5fb5b254975651c2/t/63f514efbacc6f278de5eaa0/1677006065772/Progressing+National+SDGs+Implementation+Report+2022.pdf>
52. <https://www.deval.org/fileadmin/Redaktion/PDF/05-Publikationen/Externe Publikationen/2023 ECD/ENVs and SDG evaluation discussio n paper 10-02-23.pdf>
53. <https://www.progressingsdgs.org/s/Progressing-National-SDGs-Implementation-Report-2022.pdf>
54. <https://www.progressingsdgs.org/>
55. <https://sdgs.un.org/topics/voluntary-local-reviews>
56. https://www.global-taskforce.org/sites/default/files/2021-07/5th%20report_gtf_hlpf_2021.pdf
57. <https://static1.squarespace.com/static/63dbcc9c5fb5b254975651c2/t/63f514efbacc6f278de5eaa0/1677006065772/Progressing+National+SDGs+Implementation+Report+2022.pdf>
58. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23366Voluntary_National_Review_2019_Philippines.pdf

REMERCIEMENTS

NOUS REMERCIONS LES MEMBRES ET PARTENAIRES DE FORUS POUR VOTRE SOUTIEN CONTINU DANS NOS EFFORTS POUR CONTRIBUER AUX ODD.

Un merci spécial aux membres de Forus interrogés pour ce rapport, à ceux qui font partie du groupe de travail Agenda 2030 et à ceux qui ont partagé au fil des années leurs messages et leurs idées pour le contenu de ce rapport.

L'auteur principal du rapport est Jyotsna Mohan Singh de Forus, assisté de Marie L'Hostis, Bibbi Abruzzini et Clarisse Sih. Un grand merci à l'ensemble du secrétariat de Forus pour son soutien tout au long du processus.

Forus est un réseau de 72 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales de tous les continents, représentant plus de 24 000 ONG actives localement et internationalement sur les questions de développement, de droits humains et d'environnement.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), de la Fondation de France, d'Oxfam Hong Kong, du Gouvernement Princier de Monaco et de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

in partnership
with



CONTACT

<http://forus-international.org/>
contact @forus-international.org @Forus_int Facebook -
Forus International Instagram - forusinternational/